

Quelques dizaines de jeunes étrangers sans famille ici, quelques dizaines à à tout prendre (mais il y en a d'autres que nous ne connaissons pas), scolarisés dans quelques établissements parisiens, à la rue : dès le mois de juin nous avons tiré la sonnette d'alarme, recueilli la compassion impuissante des autorités les plus proches de nous (les mairies d'arrondissement). Nous avons fait connaître ce qui aurait dû l'être depuis plus longtemps : le comportement de l'Aide sociale à l'enfance, qui combat les jeunes plutôt que les aider, en ne les prenant pas en charge ou en interrompant brutalement cette prise en charge (à noter que ce sont des militants qui montrent les chemins du rectorat à ces jeunes pour les inscrire, l'ASE ne le fait pas et leur propose des formations bidon, coûteuses pour son budget elle qui dit manquer d'argent!).

Des mois de travail de fourmi, à quelques enseignants et quelques-uns, très localement, de RESF, de la LDH, à patauger sur des situations individuelles angoissantes, dans une absence de relais de la plupart grandes et petites organisations, et puis une montée en puissance : un vif communiqué de la FCPE qui alerte la presse, un rassemblement local réussi, la FIDL qui offre ses locaux dans un esprit de solidarité concrète et ...pédagogique, et ça avance. Aujourd'hui la mairie de Paris assure des places d'hébergement depuis quelques jours. Il va falloir que le court terme se stabilise, il y a eu trop d'hésitation au départ pour qu'on puisse être rassurés.

Mais on voit plus clair, et, si la survie de ces jeunes est confirmée, le double combat pour leur éducation et pour les papiers va pouvoir connaître une nouvelle étape.